

BARBE Pierre, Marcel

Né le 15 juin 1932 à Saint-Léonard (Vosges), mort à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) le 16 février 2026 ; ajusteur puis cadre cheminot ; militant communiste de la Seine puis de la Seine-Saint-Denis ; secrétaire du syndicat CGT-cheminots de Pantin-Noisy-le-Sec ; secrétaire de la section du PCF de Pantin-Bas ; conseiller général et vice-président de la commission départementale du Conseil général de la Seine-Saint-Denis de 1967 à 1973 ; maire-adjoint de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) ; membre de la section des cadres du PCF.

Les deux parents de Pierre Barbe étaient vosgiens, mais de conditions un peu différentes. Son père Georges, d'une fratrie de onze, fils d'un papetier, était devenu cheminot, chef de la gare de Saint-Léonard, un village situé sur la Meurthe et sur la ligne de Fraize à Saint-Dié. Il avait combattu comme artilleur en 14-18 ; lui et ses cinq frères furent épargnés par les combats, mais sa mère et ses sœurs furent emportées par la grippe espagnole. La mère de Pierre, Jeanne Michel, d'une fratrie de neuf, relevait d'une famille de la petite bourgeoisie locale, propriétaire d'un hôtel-restaurant et d'une grosse ferme. Le couple Barbe habitait avec ses cinq enfants une maison construite par lui en 1930, et exploitait, en plus de la gare, une petite ferme. Pierre, l'avant-dernier de trois frères et deux sœurs, fauchait les prés en été, assistait comme enfant de chœur à la messe – mais sa mère cessa toute pratique sous Vichy –, et était chef du groupe des Cœurs-Vaillants local.

Le père et le frère aîné, Jean né en 1920, étaient en effet engagés, sympathisants communistes puis résistants. Le père, bien que doublé par un chef de gare allemand pendant l'Occupation – la frontière n'était alors qu'à un kilomètre et demi –, a fait dérailler quelques trains, notamment après le débarquement en Normandie un transport de Waffen-SS en provenance de Russie. Un de ses camarades fut fusillé le lendemain, lui ne fut pas dénoncé par son collègue allemand. Le frère aîné, en revanche, d'abord engagé dans la marine, puis rattaché au maquis du Vercors, où il aurait adhéré au PCF, fut arrêté lors d'une mission de ravitaillement à Saint-Dié et déporté aux camps de Struthof puis Dachau ; il survécut à la « marche de la mort » qui précéda la Libération.

Pierre Barbe, bon élève à l'école, décrocha son certificat d'études à l'âge de 10 ans, et fut admis au lycée de Saint-Dié qu'il fréquenta jusqu'au brevet élémentaire en fin de 3^e. Il aurait souhaité devenir pilote d'avion, mais sa mère l'en dissuada, et il fut admis à l'école des cadres de la SNCF, à Bischheim, en banlieue de Strasbourg, qui regroupait les élèves de la région Est. Il suivit les cours pendant quatre ans, passa le CAP d'ajusteur, apprit la mécanique et tous les métiers du rail, ainsi que l'allemand et l'anglais.

C'est là qu'il adhéra à la CGT, dès la rentrée de 1947, à l'incitation d'un professeur ancien résistant. Cette année fut marquée par une importante grève des cheminots. Il fut alors élu délégué des élèves, et resta ensuite un des responsables des jeunes pour la fédération CGT des cheminots. Il fut notamment délégué à la conférence de Wagram, à Paris, alors qu'il était en 3^e année, où il fit la connaissance de Georges Séguy* qui représentait la région Sud-Ouest.

Pendant son service militaire, en 1952, Pierre Barbe, qui se distinguait aussi par ses qualités sportives, en football et athlétisme notamment, fut d'abord affecté à Satory près de Versailles, puis au centre des sports militaires de Fort Carré à Antibes où il obtint un brevet d'éducation physique, enfin à Vincennes comme entraîneur des sportifs sous les drapeaux. Il y gagna le grade de sergent. Rappelé au moment de la guerre d'Algérie, il fut affecté à la gare d'Offenburg en Allemagne, pour y superviser la circulation ferroviaire des troupes françaises stationnées dans toute leur zone d'occupation.

À la fin de sa formation professionnelle, il avait à sa demande été affecté au dépôt de l'Ourcq, en région parisienne, sur les communes de Pantin et Bobigny. Il s'était en effet lié avec la famille Yon,



Pierre Barbe, maire-adjoint, sur le marché de Noisy-le-Grand, années 1980

devenue parisienne mais qu'il avait connue dans les Vosges, la mère étant originaire de Corcieux près de Saint-Léonard. Le père, Raymond, ébéniste, était un ancien résistant CGT proche de Louis Saillant*. C'est sous leur influence que Pierre Barbe adhéra au PCF en 1955. En décembre de cette année, il épousait leur fille unique, Denise, et le jeune couple s'installa à Villemomble. Son épouse exerçait comme laborantine à l'Hôtel-Dieu dans l'île de la Cité mais ne s'intéressait guère à l'engagement politique. Ils eurent deux enfants, Brigitte et Pascal, devenus professeurs tous les deux, elle d'allemand lui de français, ce dernier également musicien animateur d'un orchestre de variétés. Secrétaire CGT des cheminots de Pantin en 1956, Pierre Barbe fut élu délégué au niveau national. Il quitta le dépôt de l'Ourcq en 1967 quand il fut élu conseiller général, mais il garda son statut de cheminot jusqu'à la retraite.

Il gravit parallèlement les échelons de la hiérarchie du PCF. Après avoir suivi l'école fédérale de Seine-Nord-Est en 1959, il fut élu au comité de section de Pantin au début des années 1960, puis quand la section fut scindée en 1962, il devint secrétaire à la propagande de la section du Bas-Pantin, aux côtés du 1^{er} secrétaire Fernand Lainat, qui devint maire quelques années plus tard. En 1968, il devenait 1^{er} secrétaire de la section des cheminots de Pantin-Noisy-le-Sec nouvellement créée. Apprécié comme « le meilleur militant cheminot » de la fédération, il suivit en 1963 et 1964 les écoles centrales de 1 mois et 4 mois du PCF. D'abord loué comme « camarade intelligent, [qui] a travaillé avec sérieux », l'appréciation suivante était plus mitigée : « il a perdu beaucoup d'heures pendant lesquelles il aurait pu plus approfondir sa pensée, a très mal réagi à des critiques, [toutefois] il ne semble pas manquer de possibilités ». Lui-même témoignait devoir une grande part de sa formation militante au député-maire communiste de Pantin, Jean Lolive*, qui l'entraînait dans ses tournées dans les cafés et les réunions locales. Il y rencontrait parfois un mystérieux personnage que lui et ses camarades tenaient en suspicion, jusqu'à ce qu'ils apprennent qu'il s'agissait d'Anicet Le Pors*, le futur ministre communiste, fils d'un cheminot de la gare du Nord qui habitait Pantin.

Dès 1964 Pierre Barbe fut promu au comité fédéral, d'une soixantaine de membres, et en 1966 il intégrait le bureau de ce qui devenait la fédération de la Seine-Saint-Denis, dirigée par Lucien Mathey*. Il y fut maintenu jusqu'en 1974, d'abord chargé de la diffusion des journaux nationaux du parti, puis des relations internationales. Il fut aussi chargé de désigner les délégués de la fédération au 19^e Congrès du Parti, réuni à Nanterre en février 1970, lui-même étant du nombre. Quand Jean Garcia* remplaça Mathey, il resta encore membre du comité fédéral jusqu'en 1977, comme responsable des cheminots.

Comme membre de la direction fédérale, il fréquentait assidûment les secrétaires : d'abord, la première, Fernande Valignat*, avec qui « ça marchait au canon », mais qui « l'aimait bien » en dépit des « engueulades ». Il était surtout très proche de deux autres secrétaires, Henri Martin* à l'organisation, et Marcelin Berthelot* à la propagande. Ce dernier contribua à le former à cette activité. Dans ces instances, il était aussi soutenu par la très influente Rolande Brault*, et côtoyait Georges Valbon*, le futur président du conseil général, ou Louis Bordes*, le maire de Stains.

C'est par Fernande Valignat que Pierre Barbe apprit la mort de Maurice Thorez* en juillet 1964. Il était alors en vacances en Tchécoslovaquie ; elle l'appela de Prague où elle se trouvait, pour lui dire de prolonger son séjour tandis qu'elle se rendrait aux obsèques. Les vacances en Europe de l'Est, et jusque dans le Caucase à Sotchi, étaient alors pour lui et les siens une habitude estivale annuelle.

En 1967, Pierre Barbe fut présenté comme conseiller général au canton du Pré-Saint-Gervais-Les Lilas du nouveau département de la Seine-Saint-Denis ; non sans quelques difficultés pour faire adopter sa candidature, car beaucoup de militants locaux s'étaient prononcés pour un des leurs. Soutenu au 2^e tour par le vice-président sortant du CG de l'ancienne Seine et conseiller municipal du Pré-Saint-Gervais, le socialiste Ulysse Pellat*, il remporta l'élection, et siégea à Bobigny, où Georges Valbon était élu pour un long bail à la présidence. Il était alors le benjamin masculin des conseillers du nouveau département où l'hégémonie communiste (25 élus sur 34) était prévisible. Il

fut porté à la vice-présidence de la commission départementale, aux côtés de Fernand Lefort* puis de Jean-Pierre Périllaud*.

Après la mort de Jean Lolive en 1968, la mairie de Pantin devait lui revenir, selon lui. Mais sa femme refusa car elle ne voulait pas quitter Villemomble. Il fut alors orienté sur la commune voisine des Lilas où il était logé chez un camarade. Aux élections municipales de 1971, il arriva en tête au 1^{er} tour avec 42 % des voix ; mais il ne progressa guère au 2^e tour, les socialistes s'étant ralliés au candidat de droite, le maire sortant Auguste Rabeyrolles, qui l'emporta. L'Union de la Gauche n'était pas encore signée. La même mésaventure avait failli coûter son mandat à Lolive quelques années plus tôt.

Aux élections générales de 1973, le même Rabeyrolles fut encore vainqueur de Barbe, conseiller sortant, au second tour, mais de très peu. Les socialistes, auxquels ils étaient cette fois normalement alliés, furent une fois de plus accusés d'avoir lâché les communistes, et le vainqueur d'avoir fraudé en utilisant les cartes d'électeurs retournées en mairie...

Mais Pierre Barbe prétendait que cette défaite l'arrangeait, car une nouvelle mission s'était présentée à lui. Au conseil général, il avait été appelé un jour de 1967 par Alexandre Sanguinetti, ancien résistant, député UDR et ancien ministre du gouvernement Pompidou. Ce cacique du gaullisme lui demanda si son père et son frère avaient bien été résistants, s'il connaissait Louis Saillant, et s'il était d'accord avec l'idée de l'« Europe de l'Atlantique à l'Oural » qu'avait avancée de Gaulle en 1959 pour contrer l'influence américaine. À ses réponses affirmatives, il lui demanda de le rencontrer. Il fut mis en relation avec un haut fonctionnaire du quai d'Orsay, soumis à un devoir de réserve rigoureux, et ainsi engagé au « Cercle français pour la Sécurité et la Coopération européennes », qui siégeait à l'adresse de l'Église réformée de France, rue de Clichy dans le 9^e arrondissement, où il noua des relations d'amitié avec le pasteur Albert Gaillard, un « compagnon de route » du PCF actif militant du Mouvement de la Paix, qui mit aussi une secrétaire à sa disposition. Il s'agissait pour cette officine de faire échouer une éventuelle coalition atlantiste entre les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et le Royaume-Uni, en développant les relations avec l'URSS et d'autres États européens. Ses premières missions consistèrent à faire l'intermédiaire avec Louis Saillant, qui en était président, très malade en son domicile de Lagny-sur-Marne. Lors de l'hommage qui fut rendu à sa mort au syndicaliste résistant à l'hôtel Lutetia, Sanguinetti le présenta à l'ancien premier ministre Michel Debré, qui se montra d'abord réticent à son égard, jusqu'à ce que son compagnon lui fasse comprendre qu'il avait l'aval de De Gaulle en personne.

Commença alors pour Pierre Barbe, avec la responsabilité de secrétaire général de cet organisme semi-conspiratif et crypto-gaulliste, une véritable carrière d'agent de diplomatie officieuse. Muni d'un passeport diplomatique, il naviguait entre les capitales européennes, avait ses entrées au Kremlin, et jusqu'à Vladivostok. Il noua des relations avec toutes sortes de hautes personnalités, depuis la princesse franco-espagnole Maria-Teresa de Bourbon-Parme jusqu'à Andreï Gratchev le futur conseiller du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, en passant par Bernard de Plas, ancien résistant membre du patronat français, l'historien Philippe Devillers ou les députés gaullistes Jacques Bouchacourt et Pierre Godefroy. Lui-même disposait d'une fonction d'assistant parlementaire à la fois à l'Assemblée nationale, sous couvert de Robert Ballanger*, et au Sénat auprès de Raymond Guyot*, les deux seules personnalités communistes à connaître ses activités ; car il n'avait à rendre de comptes à personne d'autre dans les organismes dirigeants de son parti. L'officine gaulliste animée par un communiste se montrait très active notamment entre la Tchécoslovaquie et la Finlande, en vue des accords d'Helsinki de 1975, puis de l'Appel des Cent pour la Paix. Pierre Barbe eut même à rencontrer le secrétaire d'État américain Henry Kissinger à Bruxelles, ou le secrétaire du PCUS Mikhaïl Souslov à Moscou. Il prolongea ces activités jusqu'en 1984, date de la dissolution, et rendit alors son passeport diplomatique.

Parallèlement, au sein du PCF et dans son nouveau siège de la place du Colonel Fabien, il était affecté à la commission des cadres depuis 1973, et il y resta jusqu'en 1983, aux côtés de Marcel Zaidner*

puis Gaston Plissonnier*. Leur principale mission était de préparer leur parti à l'exercice du pouvoir en cas de victoire de l'Union de la gauche. Barbe fréquentait aussi beaucoup les responsables de la Polex, Raymond Guyot* ou Jacques Denis*. Il eut notamment à s'occuper de la création des éditions MESSIDOR destinées à partir de 1979 à réunir toutes les maisons d'édition dirigées par le PCF, en réaffectant 250 personnes dans la nouvelle entreprise créée pour l'occasion. Claude Compeyron*, un ancien de *Miroir-Sprint*, était nommé directeur, lui s'occupant de l'organisation, et Simone Trigano, l'épouse de Gilbert*, des finances.

En 1981, avec le succès de François Mitterrand et la formation d'un gouvernement de gauche incluant les communistes, la sénatrice-maire de Noisy-le-Grand Marie-Thérèse Goutmann*, étoile montante du PCF, paraissait ministrable, et son parti, par la voix de Gaston Plissonnier*, affecta Pierre Barbe pour la suppléer dans sa commune. Il était notamment destiné à participer à la présidence de la ville-nouvelle de Marne-la-Vallée. Il se sépara alors définitivement de son épouse. Mais M.-T. Goutmann n'étant finalement jamais appelée au gouvernement, Pierre Barbe se contenta de rester son maire-adjoint, un emploi à temps complet qu'il exerça jusqu'à ce que la réélection en 1983 de la liste à majorité communiste fut invalidée pour fraude, puis battue par la droite en 1984. Il se retira alors de toute responsabilité électorale ou organisationnelle, et ayant perdu successivement son salaire de conseiller général, celui de cadre permanent du parti et ses émoluments de maire-adjoint, il trouva par l'intermédiaire d'un ami un emploi de cadre dans une entreprise locale du bâtiment. Il le conserva jusqu'à l'âge de la retraite, en 1992. Il resta cependant candidat aux élections municipales suivantes, jusqu'en 2014 (elles aussi invalidées), mais en position non éligible.

En effet, il n'en avait pas fini avec le militantisme. Au début des années 1990, il fut dans son département un actif propagandiste des oppositionnels internes du PCF au sein de l'ADS-93 (Alternative Démocratie Socialisme), dans le sillage de personnalités telles que Guy Hermier* ou Félix Damette* au plan national, et aux côtés de nombreux militants du département, parmi lesquels François Asensi*, Marcelin Berthelot*, Roger Bourderon*, Patrick Braouezec*, Jean-Pierre Brard*, Marcel Dufriche*, Robert Dumay*, Raphaël Grégoire, Michel Langignon*, Paulette Lenoir*, Brigitte Magnien, Jean Mitolo, Louis Odru*, Georges Prudhomme*, Jack Ralite*, Claire Rol-Tanguy, Alain Roux*, ou le jeune étudiant Emmanuel Bellanger... L'initiative, comme tant d'autres destinées à réformer, rénover, refonder ou reconstruire le parti, fit long feu, mais Pierre Barbe en a conservé de riches archives.

En 1994, il s'opposa avec force à la promotion de Robert Hue comme secrétaire général à la succession de Georges Marchais*. Naguère, quand il travaillait « aux cadres » il ne l'avait guère apprécié quand il s'agissait de proposer un président à l'Association nationale des Élus communistes et républicains.

En 2019, affecté par l'âge et la maladie mais nullement brisé, Pierre Barbe continuait à se montrer fort disert et convivial dans son modeste appartement HLM de Noisy-le-Grand, et se déclarait toujours membre du PCF. Pierre Barbe est décédé en février 2026, juste après que ses archives personnelles, riches surtout de documents sur le Cercle français pour la Sécurité et la Coopération européennes et sur l'ADS-93, eurent été déposées aux Archives départementales à Bobigny.

SOURCES : Archives du comité national du PCF – Archives de la Fédération de Seine-Saint-Denis du PCF, aux AD de la Seine-Saint-Denis, Comité fédéral, sections de Pantin, du Pré-Saint-Gervais, de Noisy-le-Grand. – Journal hebdomadaire *93-Actualités*, 1967-1973 – *Informations 93*, bulletin du conseil général de Seine-Saint-Denis – Archives personnelles de Pierre Barbe – Entretiens avec Pierre Barbe, janvier, avril, juillet 2019.

Marc Giovaninetti, juillet 2019, complété février 2026